

07.01

SALLE SAINT-BRUNO
A.S.S.B. (Loi de 1901)
9, rue Saint-Bruno - 75018 PARIS
Tél. 01 53 62 11 13 - Fax 01 42 52 22 01



Salle Saint-Bruno

Bilan d'activité
1994

GIV

Association de Gestion de la Salle Saint-Bruno

9, rue Saint-Bruno • 75018 Paris • Tél. : 42 62 11 13 • Fax : 42 52 22 01

L'A.G.S.S.B. est subventionnée par la Ville de Paris, la Préfecture de Paris et le Fonds d'Action Sociale.

Sommaire

| | |
|---|-------|
| Préambule | p. 3 |
| Bilan du secteur Locaux-Accueil-Médiation | p. 4 |
| Bilan de l'Interservices de Quartier | p. 6 |
| Bilan de l'Observatoire de la Vie Sociale | p. 10 |
| Salle Saint-Bruno communication | p. 14 |
| SSB, lieu d'expériences, de stages, de rencontres | p. 15 |
| Conclusion | p. 17 |
| Perspectives | p. 18 |
| | |
| Annexes | p. 19 |

Préambule

1993, première année de fonctionnement de la Salle Saint-Bruno rénovée, fut celle des contacts et de l'écoute approfondie de tous les acteurs opérant à la Goutte d'Or (associations, secteur public, professionnels du quartier). Ces contacts se sont traduits rapidement par des mises en réseaux et les prémices d'une dynamique partenariale ; l'année 1994 symbolise quant à elle la réussite d'une vaste réflexion collective réunissant bien souvent pour la première fois différents partenaires chargés d'élaborer des pistes de travail, des projets et des actions destinés à l'amélioration des services rendus à la population.

Cette année 1994 aura également permis la poursuite de l'utilisation des locaux à des fins festives par les habitants, malgré les menaces qui pèsent sur la pérennité de ce service sous sa forme actuelle.

Un certain nombre de changements concernant l'équipe des permanents se sont opérés, notamment avec le départ d'Yvonne Tavi, devenue Directrice de l'association URACA, et l'arrivée au poste de coordinateur de l'Observatoire de Pierre-Marie Lasbleis. Par ailleurs, Madame Kamara a remplacé Monsieur Sarr pour l'entretien des locaux.

Il est à noter que l'équipe a fait appel au concours d'une personne extérieure, Madame Fillon, pour l'aider à dresser le bilan de son fonctionnement interne et définir un certain nombre d'ajustements utiles.

Les échos favorables qui nous parviennent de la part d'institutions, d'associations, de nombreux visiteurs et de certains médias, qui soulignent notamment les aspects novateurs de nos activités, constituent également pour nous un vif encouragement.

Tout ce travail a été rendu possible grâce aux concours financiers de la Ville de Paris, de la Préfecture de Paris, du F.A.S. et des recettes propres de la Salle Saint-Bruno. Il faut souligner en ce qui concerne les trois dernières sources qu'elles représentent désormais 41% du budget de fonctionnement contre 34% en 1993.

L'année 1995, que nous aborderons dans la rubrique perspectives, devrait être consacrée à la concrétisation des différentes initiatives arrêtées en 1994.

Les habitants de la Goutte d'Or devraient percevoir, si ce n'est déjà le cas, les premiers effets de cette large mobilisation interpartenariale engagée depuis deux ans, qui donne sa raison d'être à la Salle Saint-Bruno, "lieu de paroles et d'actions", construit par tous, où s'élaborent quotidiennement une dynamique et un langage commun entre les différents acteurs.

secteur Locaux-Accueil-Médiation

Bilan d'activité 1994

coordination : Mohamed Djalo

L'année 1994 a vu les activités du secteur Locaux-Accueil-Médiation se développer, et surtout se diversifier. En effet, tout en assurant le suivi de l'entretien des locaux et la surveillance du bon déroulement des locations, Mohamed Djalo a pu affirmer la place et l'importance prises désormais par les activités d'accueil et de médiation. Si la Salle Saint-Bruno n'a pas vocation à être un lieu supplémentaire d'accueil pour les habitants du quartier, les missions d'orientation et de médiation s'imposent comme un apport complémentaire aux autres activités de l'Association.

Les locations

La Salle Saint-Bruno a pu cette année encore, développer les recettes provenant des locations. Ces locations ont en effet rapporté près de 120 000 Francs, contre 100 000 Francs en 1993.

Détaillés, ces chiffres laissent apparaître les caractéristiques suivantes :

pour le quartier :

- Habitants : 10 utilisations pour 1200 bénéficiaires (3 baptêmes - Français, Malien, Ivoirien - 3 mariages - Turc, français, Ivoirien - 3 réunions villageoises - Ivoirien, sénégalais, Camerounais - une réunion de deuil sénégalaise)
- Associations membres ou proches : 307 utilisations pour 2130 bénéficiaires
- Copropriétés : 16 utilisations pour 350 bénéficiaires
- Réunions de l'ISQ et du DSQ : 28 utilisations pour 450 bénéficiaires, auxquels il faut rajouter une soixantaine d'utilisations de l'Espace Documentaire pour 103 bénéficiaires.

Le total des locations du quartier représente donc 421 utilisations et 4233 bénéficiaires. La baisse du nombre de bénéficiaires par rapport à 1993 (9450) est essentiellement due à la diminution des locations aux habitants (en raison des plaintes du voisinage).

bors du quartier :

- Institutionnels extérieurs au quartier : 6 utilisations pour 300 bénéficiaires
- Associations sociales ou socioculturelles : 8 utilisations pour 500 bénéficiaires
- Copropriétés extérieures : 10 utilisations pour 150 bénéficiaires

Le total des locations extérieures au quartier représente 24 utilisations et 950 bénéficiaires.

Au total, la Salle Saint-Bruno a donc accueilli 5183 personnes en 1994, à l'occasion de 445 utilisations (25 locations en plus par rapport à 1993).

Ces bons résultats doivent pourtant être tempérés par la menace que fait peser sur cette activité le dépôt de trois plaintes de riverains au cours de l'année 1994.

En juillet, août et octobre, des habitants de la rue Pierre l'Ermite ont en effet adressé une plainte au commissariat de police, en raison des nuisances sonores provenant de la salle et de ses abords.

D'ores et déjà, d'importantes restrictions ont été imposées aux habitants du quartier souhaitant organiser des manifestations festives. Les percussions sont désormais interdites et toute musique doit impérativement s'arrêter après 20h30.

Ces nouvelles conditions permettront-elles en 1995 à la Salle Saint-Bruno de conserver son attrait auprès de ses utilisateurs habituels ? Rien n'est moins sûr et cette perspective pose deux problèmes : d'une part, c'est l'une des missions initiales de la Salle Saint-Bruno qui se trouve menacée ; d'autre part, l'équilibre financier de l'association pourrait être

compromis par la diminution des recettes propres générées par les locations.

Accueil et Médiation

Cette activité a connu un certain essor au cours de l'année 1994. Même si la Salle Saint-Bruno ne saurait être à proprement parler une nouvelle structure d'accueil, il est indéniable que par les activités qui s'y déroulent et ce qu'elle représente pour les habitants et les différents partenaires, la Salle Saint-Bruno représente un véritable carrefour pour le quartier. A ce titre, les gens qui y passent et qui s'y rencontrent doivent pouvoir trouver les informations dont ils ont besoin. Au delà de cette mission d'accueil et d'orientation, on peut également parler d'une mission de médiation, en particulier à destination des habitants issus des communautés africaines.

Il est difficile d'évaluer quantitativement ce que représente cette activité au delà de quelques estimations :
Les questions les plus couramment soulevées au cours d'entretiens poussés concernaient :

- le logement : environ 100 cas
- les problèmes juridiques : 150 cas
- la formation : 30 cas
- le soutien scolaire : 20 cas
- les problèmes de recherche d'emploi : 15 cas
- le conseil familial : une dizaine de cas.

Par ailleurs, cette activité de médiation s'est également manifestée par une aide d'urgence auprès de partenaires des services publics, qu'il s'agisse de traductions pour des assistantes sociales, ou de médiation interculturelle pour les psychologues scolaires de l'école Cavé et Saint-Luc et les psychothérapeutes du CMP Marcadet.

Formation aux pratiques culturelles

Dans le cadre des formations aux pratiques culturelles mises en place par l'Interservices de Quartier, il a paru particulièrement enrichissant de faire profiter les services publics de l'expérience de terrain acquise par le coordinateur et de ses connaissances concrètes liées à sa culture d'origine.

Mohamed Djalo a donc participé comme intervenant à quatre sessions : le module de sensibilisation, "La famille africaine en Afrique et dans la migration", "Dire sans nommer", et "Le statut et le rôle du père africain".

Entretien, matériel et hygiène des locaux.

Comme en 1993, la SES Jean-François Lépine a passé une convention avec la Salle Saint-Bruno au bénéfice d'une classe d'apprentissage pour le nettoyage et l'hygiène des locaux deux fois par semaine. Cette activité qui place les jeunes en situation réelle de travail, est encadrée par Madame Sellin, leur professeur. Par ailleurs, Madame Kamara, habitante du quartier, a remplacé Monsieur Sarr pour l'entretien des locaux. Elle a été embauchée définitivement au mois de mars 1994. Une autre habitante du quartier, Madame Dyakhabi l'a remplacé pendant son congé de maternité, au dernier trimestre.

Des travaux ont été entrepris au niveau de la chaufferie, pour assurer une meilleure aération des locaux. Ce besoin d'aération n'était pas encore totalement satisfait fin 1994.

Le revêtement du sol de la grande salle au premier étage pose de nombreux problèmes d'entretien. En effet, sa fragilité empêche d'organiser des dîners, sans risquer des dégâts, difficiles à réparer. Il convient de s'interroger sur les dispositions à adopter en la matière.

L'association a fait l'acquisition au début de l'année 1994 d'un ordinateur Macintosh LC 475 et d'une imprimante laser. Enfin, 20 nouvelles chaises ont été achetées.

Interservices de quartier

Bilan d'activité 1994

Coordination Moncef Labidi

La mission de l'ISQ est de tendre à l'amélioration du fonctionnement et de la communication des services publics locaux, d'organismes parapublics et d'associations remplissant une mission de service public auprès des habitants du quartier. Cette mission est conforme aux orientations définies par le rapport Picard, maire de Mantes-La-Jolie, en faveur du rapprochement entre services publics et usagers.

En état de projet, l'ISQ s'est placé sous la conduite d'un Groupe de mise en place. Après avis favorable de la Commission Locale Interpartenaires du Développement Social de Quartier Goutte d'Or sur la création d'un Interservices et accord du conseil d'administration de l'association pour en assurer la coordination et le secrétariat, un Groupe de Suivi s'est constitué. Il regroupe des représentants de la Préfecture de Paris, de la Ville de Paris, du FAS, de la CAF, de la DASS et d'associations du quartier). Le Groupe de Suivi dresse régulièrement le bilan et les perspectives des missions de l'ISQ que l'association soumet à la C.L.I. pour validation, à chacune de ses sessions.

Suite aux besoins exprimés par les partenaires des services publics, organismes parapublics et associations intervenant à la Goutte d'Or, recueillis en 93 par le coordinateur de l'ISQ, des commissions de travail thématiques ont été mises en place. L'accord des différentes hiérarchies a été obtenu pour la participation de leurs représentants locaux à ces commissions. Début 94, 12 commissions thématiques sont proposées :

- Aide aux démarches administratives (réfèrent ISQ)
- Guide des services (réfèrent ISQ)
- Éducation/socialisation : l'école à la Goutte d'Or, état des lieux (réfèrents ZEP, PGO ISQ)
- (In)formation des communautés (réfèrent URACA)
- Formation (réfèrent ISQ)
- Circulation de l'argent (réfèrent La Poste)
- Suivi social (réfèrents DASES et AGO)
- "0-3 ans" (réfèrent L'Arbre Bleu)
- Maltraitance/violence (réfèrents PJJ et ASSFAM- halte-garderie Pirouette)
- Accueil (réfèrent BAS)
- Jeunes : parcours d'insertion (réfèrents Mission Locale Belliard et ADCLJC)
- Coordination des actions d'alphabétisation (réfèrent Droits des femmes)

Animée par un réfèrent -et parfois deux-, chaque commission a reçu des consignes de travail précises :

- dresser un état des lieux de la question (de quoi parle-t-on ? Inventaire des situations spécifiques pour chaque thème)
- définir l'implication des institutions
- élaborer un calendrier de travail (entre 4 et 5 réunions)
- Faire des propositions d'actions concrètes

Etat d'avancement des commissions thématiques

1) Aide aux démarches administratives

Inventaire des structures repérées sur le quartier apportant une aide ou un accompagnement des habitants pour des démarches administratives ou juridiques.

2) Guide des services

Des questionnaires ont été envoyés aux différents services publics locaux. Les renseignements recueillis auront servi à la constitution de fiches descriptives (mission propre à chaque service, nom des responsables et des différents collaborateurs ainsi que leurs lignes téléphoniques, les horaires d'ouverture au public, etc.)

En novembre dernier, les services publics locaux ont retourné le questionnaire. Une collaboration entière avec l'Observatoire de la Vie Sociale a permis de travailler sur la conception et la réalisation d'un projet de maquette du guide. La première édition est prévue pour début mars 95.

3) Éducation/socialisation : état des lieux

Après 2 rencontres, la commission a suspendu ses travaux. Malgré les nombreux problèmes liés à l'échec scolaire, au manque de communication entre écoles et parents, et au phénomène de violence au sein des écoles, il a été difficile de définir des pistes de travail pour 94 avec les principaux protagonistes. Paris Goutte d'Or, qui se proposait d'associer des parents à la réflexion s'est, dans ces conditions, retiré. Des échanges ont cependant eu lieu en fin d'année entre l'ISQ, le Rectorat et l'Inspection de l'Éducation Nationale pour parvenir progressivement à définir les modalités d'un travail en commun en 1995. Cette commission a néanmoins débouché sur un rapprochement effectif entre la ZEP et la Salle Saint-Bruno et a permis des premières collaborations.

4) (In)formation des communautés

Après une première réunion, la commission s'est éteinte. L'association URACA, référent de cette commission, n'a pu donner suite au travail engagé.

5) Formation

La commission a permis de définir un programme de formation et de constituer une équipe d'intervenants. (voir plus loin le bilan de la formation sur les pratiques interculturelles).

6) Circulation de l'argent

La commission a élaboré des propositions pour :

- . limiter l'émission de chèques optiques
- . faire bénéficier les usagers, notamment ceux dont les revenus sont modestes (allocataires RMI), d'une domiciliation postale fiable de manière à limiter les risques de vol dans les boîtes aux lettres,
- . établir une meilleure communication entre l'ensemble des partenaires : rencontres entre les différents services pour une meilleure connaissance des procédures respectives, mise en commun d'adresses actualisées agréées pour la domiciliation des SDF, etc.

7) Suivi social

La commission a défini des propositions liées à la santé, au logement et à l'argent. Elles concernent l'accès aux soins des plus démunis, la contraception gratuite pour les femmes, mais aussi l'accès au logement social et à certaines prestations (AAH, FNS). D'autres propositions ont été faites pour contribuer, à travers des "commissions-éclairage" à desserrer les contraintes dues à des situations d'achoppement et nécessitant une évolution de la réglementation et de la législation en vigueur (personnes en situation irrégulière de séjour et non expulsables, l'accès à certaines prestations, etc.).

8) "0-3 ans"

Les propositions faites concernent la mise en place d'une coordination enfance (de 0 à 6 ans). Elles mentionnent des actions en faveur des mères (modes de garde pour les enfants non-scolarisés, activités destinées à éviter le retour des mères à l'isolement à l'issue des formations : réseaux d'échange des savoirs réciproques, club lecture, formation

de femmes-relais, etc. . .)

9) **Maltraitance/violence**

Rapprochement entre partenaires sur les questions de la violence et de la maltraitance : groupe de parole ouvert aux partenaires, groupe de parole ouvert aux personnes subissant la violence, mise en place d'une formation qui aborde ces questions, permanences du Planning Familial, etc.

10) **Accueil**

Les propositions faites concernent la requalification de la fonction des accueillants dans les services, une meilleure connaissance entre les différents partenaires pour pouvoir mieux orienter les habitants (organisation de rencontres inter-secteurs).

11) **Jeunes : parcours d'insertion**

Les propositions faites concernent l'impulsion d'emplois de proximité et des solutions en faveur du logement et de la santé des jeunes.

12) **Coordination des actions d'alphabétisation**

Une véritable coordination s'est mise en place pour mettre en cohérence les actions de formation proposées par divers organismes (élaboration d'un catalogue, mise en commun d'outils d'évaluation. . .)

- Le Groupe de Suivi a accepté d'intégrer **l'Action coordonnée logement** (qui fait l'objet d'une convention entre des associations du quartier, la CAF, le BAS et la DASES) à l'ISQ.
- L'état d'avancement des commission thématiques de travail a été transmis à la C.L.I. du 25 juin qui a donné un avis favorable.
- Une commission de synthèse, chargée de rechercher les articulations possibles entre les propositions exprimées et d'affiner des projets d'actions concrètes sera constituée début 95. Les perspectives de travail 95 seront présentées à la C.L.I. lors de la prochaine session.

Formation sur les pratiques interculturelles

La mise en place d'une formation sur les pratiques culturelles africaines est une réponse à la demande de nombreux partenaires qui rencontrent des difficultés de communication avec les familles africaines (voir document en annexe).

Une session de sensibilisation et 6 sessions d'approfondissement thématique ont été proposées. Les sessions ont été animées par des professionnels qui interviennent régulièrement auprès des familles africaines. Les témoignages de personnes-ressources les ont enrichies.

La formation a abordé des situations et des cas concrets. Les échanges entre des stagiaires issus de divers services publics et de permanents associatifs du quartier ont été intenses et riches. Les fiches d'évaluation retournées mettent l'accent sur l'adéquation entre les attentes des stagiaires et les réponses apportées par la formation.

À la demande de certains de nos partenaires institutionnels, l'AGSSB a obtenu un agrément en qualité d'organisme de formation habilité à signer des conventions de stage.

La formation en 94 a concerné 56 participants représentant 11 services publics.

Interprétariat :

Une "antenne interprétariat" (arabe maghrébin, dialectes africains) est mise en place pour répondre à des situations d'urgence. Le rôle joué par Mohamed Djalo est considérable compte tenu de l'aide qu'il a pu apporter régulièrement aux assistantes sociales, psychologues scolaires et enseignants... D'autres services publics ont également fait appel à cette "antenne" (DASES, CMP, CMPP...).

L'IERCP

L'ISQ continue de mettre à profit le réseau des adhérents de l'Institut d'Échange et de Recherche des Consultants Publics dont la Salle Saint-Bruno est membre. Ces adhérents, souvent consultants dans la fonction publique, nous informent sur les avancées de la modernisation engagée dans la fonction publique, en mettant en relief les difficultés structurelles rencontrées et l'évolution des rapports aux usagers.

Le travail de réflexion entrepris avec l'IERCP permet de croiser nos analyses sur les tentatives d'amélioration du fonctionnement des services publics, tant d'un point de vue local que national.

Vidéomobile :

Dans le cadre d'un appel d'offre interministériel émanant du Ministère de la Justice ("*susciter des réponses adaptées en faveur des jeunes les plus marginalisés*"), la Protection Judiciaire de la jeunesse, notre partenaire, a proposé à la Salle Saint-Bruno et à l'association Vidéomobile de s'associer autour d'un projet. La réalisation d'un documentaire a été proposée et retenue. Il permettrait à des enfants de la Goutte d'Or en difficulté de pouvoir s'exprimer à travers une activité de création sur des situations de la vie quotidienne : école, quartier, logement, parents, pratiques culturelles, etc.

L'association URACA s'est ensuite pleinement associée à ce projet et devrait assurer le recrutement et l'encadrement d'un groupe d'enfants africains pendant les vacances d'hiver de février 1995.

La collaboration avec le CIREV :

En 1994, la Salle Saint-Bruno et le CIREV (Centre International de Recherche et d'Étude sur la Vie Sociale) ont travaillé ensemble sur le projet d'une étude-action sur l'intégration et la cohésion sociale dans les quartiers défavorisés et le rôle des plus de 50 ans. Cette collaboration s'est notamment soldée par la création de l'association "Relais Goutte d'Or". Malgré les efforts entrepris, le projet connaissait en décembre 1994 de sérieuses difficultés. (voir les détails en annexe)

Conclusion

Coordonner l'Interservices de quartier, c'est s'imprégner de cultures institutionnelles riches et complexes à la fois. C'est se situer à égale distance de tous les partenaires. C'est également être à l'affût pour anticiper et dépasser ensemble les réticences et les résistances éventuelles. C'est surtout promouvoir une certaine manière de travailler, solidaire et concertée, opérer des décloisonnements en douceur, rapprocher les partenaires en traçant des liens visibles entre eux et provoquer des "étincelles" créatrices de projets, soutenir et accompagner les volontés de changement.

Observatoire de la Vie Sociale

Bilan d'activité 1994

Coordination : Yvonne Tavi, puis Pierre-Marie Lasbleis

Au delà du changement de coordination en novembre, l'année 1994 a été pour l'Observatoire un temps de confirmation et d'action. Deux ans après sa création, l'Observatoire prend peu à peu sa place auprès de l'ensemble des travailleurs sociaux du quartier et s'affirme comme un lieu de recueil, de traitement et de redistribution des informations. Son rôle, complémentaire de celui de l'Interservices de Quartier, participe d'une même volonté de faire de la Salle Saint-Bruno, un lieu d'échange de savoirs et de mise en relation.

Ces missions se sont déclinées, cette année encore, à travers un grand nombre d'activités ; l'élaboration d'indicateurs de la vie sociale constitue à l'évidence la plus importante et la plus difficile d'entre-elles.

L'élaboration d'indicateurs de la vie sociale.

La décision de mettre en place des indicateurs de la vie sociale a été validée par l'Assemblée Générale de l'A.G.S.S.B. en mai 1994. L'élaboration de chiffres pertinents, l'interrogation sur les questions d'éthique, la mobilisation de tous les partenaires concernés ont représenté un travail important.

- **Rappel des objectifs**

La mise en place d'indicateurs de la vie sociale résulte d'une commande de la DASES. Il s'agit de construire un outil de prévention à destination de tous les acteurs sociaux de la Goutte d'Or, à partir d'un tableau de bord annuel fournissant des chiffres dans tous les domaines de la vie sociale. A l'automne 1994, la Préfecture de Paris s'est jointe au projet, considérant que les indicateurs auront également une fonction d'évaluation des actions entreprises dans le cadre de la Politique de la Ville.

L'intérêt du projet est double : d'une part, il marque la volonté de tous les partenaires de mettre en commun leurs savoirs, de dépasser les barrières sectorielles et institutionnelles. Ensuite, et surtout, il permettra de faire naître un véritable langage commun à tous les acteurs. Un langage qui n'est certes pas parfait - et tous ceux qui ont travaillé sur le projet l'ont bien mesuré - mais qui présente au moins l'avantage d'être le résultat de la volonté de tous, et d'être partagé par tous. Il ne s'agit pas de réduire la complexité d'un quartier à une cinquantaine de chiffres froids et bruts, ni d'une volonté d'apprenti-sorcier de "ficher" la Goutte d'Or. La seule préoccupation qui préside au travail entrepris est de concevoir un outil de travail, d'améliorer la connaissance du quartier à partir d'un document qui, à défaut d'être objectif, soit rigoureux.

- **La méthode : réflexion, concertation**

Un groupe de travail spécifique s'est mis en place dès le mois de mars. Au 31 décembre, il s'était réuni huit fois. Ce groupe est composé de représentants de la DASES (la coordinatrice du service social polyvalent et le responsable des statistiques), de la Préfecture de Paris, de l'Atelier Parisien d'Urbanisme, et de l'association URACA. Son premier travail a consisté à élaborer une grille provisoire d'indicateurs, résultat de la confrontation entre le souhaitable et le possible.

Cette première grille, nourrie d'un certain nombre d'entretiens avec des professionnels, a été soumise dès le mois d'août à l'ensemble des 90 correspondants sollicités (voir annexes). 22 personnes ont répondu pour donner leur accord. Le 17 novembre, une réunion à laquelle étaient invités tous les correspondants potentiels a réuni une trentaine de personnes. Cette rencontre a permis d'explicitier le projet et de rappeler un certain nombre d'engagements en termes d'éthique.

Suite à cette réunion, 25 entretiens individuels ont été réalisés pour élaborer au cas par cas la liste des

indicateurs. Chaque institution concernée a pu ainsi déterminer les chiffres qu'elle était en mesure de donner. Une deuxième grille prenant en compte l'avis du plus grand nombre était donc en cours d'élaboration fin décembre (voir annexes). Il va cependant de soi que l'unanimité en la matière semble impossible.

- Un souci d'éthique

Les nombreux contacts établis pendant la phase d'élaboration ont permis de déceler des inquiétudes quant à l'usage de données chiffrées sur le quartier, et surtout leur interprétation. Le groupe de travail, conscient depuis le départ des enjeux d'un tel projet a multiplié à ce sujet les engagements. Aucune donnée ne sera publiée sans l'accord des protagonistes - qui participeront à l'élaboration du commentaire de leurs chiffres - , on veillera pour certaines données à donner des résultats en indices, et non en chiffres bruts ; enfin, la question de la diffusion du document final sera tranchée par le Conseil d'Administration.

- D'autres réticences

L'Observatoire a pu mesurer la difficulté extrême qu'ont certains partenaires à livrer, à travers les chiffres, un peu d'eux-mêmes. Cette difficulté, qui avait été au départ largement sous-estimée implique une phase de mise en confiance, de persuasion, de négociation, qui ralentit le rythme du projet. Il n'est pas à exclure par ailleurs qu'un certain nombre d'ambitions de départ soient revues à la baisse compte-tenu de ces réticences.

- L'enquête d'opinion

Une enquête d'opinion sera menée en accompagnement du tableau de bord, pour mesurer l'attachement des habitants à leur quartier. Cette enquête, préparée minutieusement et scientifiquement, a été confiée à l'association URACA, et a fait l'objet d'une subvention de 30 000 Francs de la Préfecture de Paris. L'association s'est faite aider pour la définition de quotas, l'élaboration du questionnaire et la méthode de passation de l'enquête par un sociologue. Au 31 décembre, le questionnaire était quasiment prêt.

L'Espace Documentaire

L'Espace Documentaire s'affirme comme une des activités centrales de l'Observatoire, tant parce qu'il est le plus facilement repérable et identifiable, que parce qu'il accueille un nombre important de visiteurs, venus de multiples horizons.

- Bilan 1994

103 personnes sont passées par l'Espace Documentaire en 1994 en laissant leurs coordonnées sur le registre. Parmi elles, 83 étaient étudiants à l'extérieur du quartier, 10 travaillaient sur le quartier (association, travailleurs sociaux), 7 étaient stagiaires dans une structure de la Goutte d'Or, et 3 étaient journalistes ou photographes. A 4 ou 5 exceptions près, toutes recherchaient des documents sur le quartier, et particulièrement sur la rénovation. Ce bilan a permis d'entamer une réflexion sur les priorités à donner à l'Espace Documentaire.

- La mise à jour du fonds

Elle demande un souci constant. Des efforts particuliers ont été entrepris pour se procurer les rapports d'activité des associations du quartier, ainsi que l'état des travaux en cours, publié par l'OPAC. Par ailleurs, et pour mieux répondre au besoin d'informations locales, la Salle Saint-Bruno a souscrit un abonnement *au Parisien*. Les abonnements aux revues spécialisées ont été renouvelés.

La revue de presse sur la Goutte d'Or entre 1976 et 1993, publiée en collaboration avec l'association AIDDA, est sortie en avril. Sa réactualisation annuelle a été réalisée et publiée dans les tous premiers jours de janvier 1995.

- De nouvelles priorités

L'Espace Documentaire, pour être plus efficace, souhaite recentrer ses activités sur le fonds Goutte d'Or, afin de mieux le valoriser et le développer. En conséquence, les revues de presse thématiques mensuelles ont été arrêtées à l'automne. Un moyen plus approprié de porter à la connaissance du plus grand nombre les richesses de l'Espace Documentaire était à l'étude en décembre. La publication d'une lettre mensuelle pourrait être une bonne solution. Il est de

toute façon toujours possible de répondre à des commandes ponctuelles et de réaliser quelques dossiers de presse thématiques.

Une réflexion s'est engagée par ailleurs en vue de regrouper tous les documents Goutte d'Or dans une même série, pour les rendre plus accessibles. Cette nouvelle classification doit s'accompagner d'une amélioration des index, mais surtout d'un accroissement du fonds. C'est à ce prix que l'Espace Documentaire affirmera sa place de "base de données" de la Goutte d'Or.

La poursuite des travaux entrepris

Les travaux engagés en 1993 ont été poursuivis et approfondis en 1994.

- L'enquête sur le tissu commercial et économique.

Elle a été menée sur le terrain en collaboration avec l'ADCLJC, Paris Goutte d'Or et l'APUR. Un recensement exhaustif des commerces et activités économiques a été entrepris îlot par îlot à partir des fichiers SIREN, au cours du premier semestre 1994. Ce recensement a représenté un travail important qui se révèle long à traiter statistiquement par l'APUR. Le document final devrait être publié au cours du premier semestre 1995.

- Fiches de présentation de l'Afrique de l'Ouest

Dans le cadre des formations proposées par l'ISQ sur les pratiques culturelles, un document synthétique de présentation de l'Afrique de l'Ouest a été réalisé. Il comporte un descriptif général, des repères historiques, des fiches techniques par pays et une bibliographie sommaire.

- Enquête sur la population antillaise de la Goutte d'Or

Pour mieux cerner les besoins éventuels de cette population, une quinzaine d'entretiens et plusieurs observations de terrain ont été réalisés, qui ont fait l'objet d'une synthèse, publiée en juillet.

- Méthodologie d'évaluation du périscolaire

Faute d'accord des associations concernées, la méthodologie d'évaluation élaborée par l'Observatoire en janvier 1994 n'a pu déboucher sur un véritable travail de terrain.

De nouvelles actions en perspective

- Le guide des services publics

En tant qu'il constitue un outil de connaissance des acteurs intervenant à la Goutte d'Or, la publication du Guide des Services publics fait naturellement partie des missions de l'Observatoire. Sa conception faisait en décembre l'objet d'un travail en étroite collaboration avec l'Interservices de Quartier.

- Histoire du quartier

L'Observatoire souhaite poursuivre son travail de recueil des traces du passé avec l'association AIDDA. Un projet ambitieux d'histoire orale est à l'étude. Il pourrait s'agir de recueillir les témoignages des plus anciens habitants du quartier, autour d'un travail photographique. Ce projet pourrait associer d'autres partenaires, comme les photographes FLORISA.

- Des outils d'orientation

Alors que s'amorce une réflexion sur le rôle d'accueil et/ou d'orientation de la Salle Saint-Bruno, l'Observatoire pourrait prendre une part active à cette mission, en concevant des documents permettant un meilleur repérage des habitants dans le dédale des dispositifs existant à leur endroit. Ces documents (plans, fiches thématiques) pourraient tout autant être diffusés à la Salle Saint-Bruno que dans d'autres lieux d'accueil.

Quel groupe de suivi ?

Le groupe de suivi de l'Observatoire s'est réuni pour la dernière fois en mars 1994. L'arrêt de ces réunions tient certes en partie aux perturbations nées du changement de coordination. Il révèle également la nécessité de bénéficier d'une orientation et d'un soutien plus fonctionnels, c'est-à-dire en l'occurrence plus scientifiques. Les problèmes méthodologiques rencontrés, la permanence du souci d'éthique devraient être soutenus par la réflexion d'un groupe bénéficiant de savoir-faire théoriques autant qu'empiriques. Les permanents expriment le souhait de voir rapidement naître cette instance renouvelée.

Salle Saint-Bruno communication

La Salle Saint-Bruno et la presse

L'année 1994 aura été marquée par un reportage paru au mois de janvier dans la revue *Service public* n° 18 intitulé "Partenariat à la Goutte d'Or". (inclus dans l'annexe du bilan d'activité 1993), et un article dans le journal *Le Monde* (31 mai) : "Goutte d'Or : les associations font leur bilan" (voir ci-dessous). Ces deux textes traitent pour la première fois de manière spécifique des activités de la Salle Saint-Bruno.

Par ailleurs, un reportage publié dans *Diagonal, revue des équipes d'urbanisme*, d'août 1994 titré "La Goutte d'Or : le prix du consensus" évoque la Salle Saint-Bruno comme le symbole d'un dialogue réussi entre les associations et la municipalité.

GOUTTE-D'OR

Les associations font leur bilan

Les responsables de la salle Saint-Bruno, ancien local paroissial de la Goutte-d'Or (dix-huitième arrondissement), transformé en maison de quartier, viennent de publier le bilan de leur première année d'activité. La salle, où travaillent une demi-douzaine de personnes, est gérée de manière paritaire par la Ville et les associations. Elle conseille les habitants (quatre cents consultations en 1993) et accueille les activités du quartier (fêtes familiales, réunions, assemblées de copropriétaires, sessions

de formation, etc.). A ce titre, elle a abrité, l'an dernier, quatre cent vingt manifestations, ayant concerné plus de dix mille personnes et ayant rapporté 100 000 francs, immédiatement utilisés à l'amélioration acoustique du local. La salle sert aussi de centre de coordination entre les vingt-cinq services publics et les cinq associations qui interviennent dans le quartier, notamment au titre du contrat de développement social (DSQ). Enfin, elle est un observatoire de l'évolution de la Goutte-d'Or et met sa documentation à la disposition du public et des chercheurs.

Salle Saint-Bruno infos

Le numéro 2 du *SSB infos* diffusé en janvier 1994 (inclus dans l'annexe du bilan 93) aura été le seul numéro de l'année, malgré le souhait initial d'une publication trimestrielle. Le déficit d'informations sur les activités menées par la Salle Saint-Bruno tant à l'égard de nos partenaires et des habitants, que de l'extérieur a été ressenti par beaucoup. Le principe d'une nouvelle publication au premier trimestre 1995 s'impose.

Salle Saint-Bruno : Lieu d'expériences, de stages, de rencontres

Appelé du contingent en service Ville

Monsieur Laurent Ségouin, présent jusqu'en juin, s'est beaucoup impliqué dans les activités de la Salle Saint-Bruno. Sa contribution a été appréciée à l'Observatoire de la Vie Sociale notamment par son travail de classement d'informations et la réalisation avec l'association AIDDA d'une revue de presse sur le quartier couvrant 1976 à 1993. Il a également participé activement à l'étude économique du quartier conduite par l'APUR.

Pour finir, Monsieur Ségouin a été mobilisé par l'Interservices pour aider à l'élaboration d'un questionnaire destiné à la confection du "Guide des Services".

Trois stagiaires de l'Ecole Normale Sociale

• Mesdemoiselles Laure Goldenfahn et Vesper Barton-Clegg, en formation d'assistante sociale, ont terminé en avril 1994 leur stage de six mois à la Salle Saint-Bruno.

Arrivées en novembre 1993 en pleine organisation des groupes de travail de l'ISQ, elles ont pu profiter d'une dynamique partenariale naissante et s'impliquer dans différentes initiatives en lien avec l'objet de leur stage.

Ainsi, toutes deux ont découvert un quartier inscrit dans le cadre de la politique de la Ville et bénéficié ainsi d'une information complète relative à l'histoire et au fonctionnement d'un D.S.Q.

Vesper Barton-Clegg s'est investie dans les domaines suivants :

- recherche pour une évaluation du périscolaire
- participation aux groupes de travail : 0-3 ans, maltraitance-violence
- visites de travail à Accueil Goutte d'Or, crèche Pirouette de l'ASSFAM, Droits des Femmes

Laure Goldenfahn s'est investie dans les domaines suivants :

- participation aux groupes de travail : 0-3 ans, maltraitance-violence, précarité-marginalité, suivi social
- recherche sur les femmes battues et la maltraitance
- travail avec la CAF sur l'élaboration d'une information destinée aux nouveaux locataires

• Valérie Lebon en formation D.E.F.A. carrières sociales a partagé son temps de stage entre la Salle Saint-Bruno et l'association LAGO.

Tout comme ses deux collègues de l'E.N.S., elle a pu découvrir la réalité d'un D.S.Q. sur un quartier et les différentes réalisations et dynamiques partenariales existantes.

En raison de l'objet de son stage, son implication s'est portée d'avantage sur l'animation et l'aide auprès d'un groupe de personnes désireuses de créer une association visant la mise en place d'actions intergénérationnelles. Son dévouement et sa motivation ont contribué à l'émergence d'une association dénommée "Relais Goutte d'Or"

Rencontres

Qu'elle en soit l'initiatrice ou pas, la Salle Saint-Bruno a pu bénéficier directement ou indirectement de manifestations ou réunions qui se sont déroulées en cours d'année comme par exemple :

- Rencontre avec une délégation américaine de la fondation "Children's Aids"
- Rencontre des chefs de projets de la coordination locale d'opérations sociales de la ville de Stains en Seine Saint Denis

- Rencontre avec le nouveau délégué régional du Fonds d'Action Sociale
- Visite du nouvel inspecteur de la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports
- Réunions de la SEMAVIP concernant l'opération Château-Rouge
- Conférence de presse du président de la C.L.I., Monsieur Alain Juppé, sur le thème "Quartier Goutte d'Or, dix ans de rénovation".
- Visites de deux organismes de formation de travailleurs sociaux (CPCV, Lycée Rabelais)
- Fête de la Jeunesse avec l'accueil de jeunes créateurs (expos, théâtre, conteurs, défilés de mode...)
- Activités et manifestations organisées par les associations du quartier, les habitants, etc. De nombreux contacts ont pu être établis dans le cadre de ces rencontres

Les Cheveux Blancs

La Salle Saint-Bruno a décidé d'accueillir les activités menées par l'association "L'heure d'amitié des cheveux blancs", animée par Lucien Duval et Danièle Jacot. Installée initialement rue Stephenson, dans les locaux que vient de quitter la Communauté Saint-Vincent de Paul, cette association accueille tous les 15 jours autour d'un goûter une vingtaine de personnes âgées du quartier.

Conclusion

Les activités de la Salle Saint-Bruno, nous l'avons dit, sont désormais inscrites dans le paysage social du quartier de la Goutte d'Or après seulement deux années de fonctionnement.

Ce constat, certes prometteur, pourrait être trompeur si nous ne nous souvenions pas que les résultats obtenus en 1994 reposent avant tout sur l'histoire même de cette salle et derrière elle sur la volonté de tout un quartier à travers ses différentes composantes.

En effet, la Salle Saint-Bruno d'aujourd'hui a bénéficié au départ de la réputation et de l'héritage laissé par ses prédécesseurs qui avaient fait de cette ancienne chapelle un lieu résolument ouvert et tourné vers le quartier dans ses différentes problématiques sociales.

En outre, l'action engagée depuis septembre 1992 est le fruit des acquis de dix ans d'un D.S.Q. La Salle Saint-Bruno est l'une de ses émanations tant par son objet qu'à travers la pluralité de son Conseil d'Administration. C'est le deuxième héritage.

Ces deux héritages ont permis une appropriation rapide des lieux dans le même esprit par tous nos partenaires et une définition d'objectifs s'inscrivant en droite ligne dans l'accompagnement social déjà engagé avec le soutien objectif et effectif de la part des principaux organismes et institutions.

La Salle Saint-Bruno a pu favoriser rapidement l'émergence de synergies latentes en facilitant une dynamique partenariale tous azimuts, en coordonnant, structurant et développant toutes les potentialités existantes chez nos partenaires qui en ont fait aujourd'hui un lieu privilégié et novateur au service de tout un quartier.

Il en ira de même pour 1995 qui devrait voir la réalisation concrète des ambitions issues des réflexions et des échanges de 1994. Il est vrai que cette phase de mise en œuvre demandera des efforts et des adaptations nécessaires de la part des administrations ou des associations tant les "cultures" des uns et des autres, les pesanteurs structurelles et les habitudes, intrinsèquement liées à toute organisation, peuvent représenter parfois des "obstacles" à franchir.

Une dernière question se pose à nous avant de clore cette année 1994 ; elle concerne notamment les limites du champ d'action que la Salle Saint-Bruno souhaite se donner. Il apparaît en effet que certaines actions engagées placent les permanents dans une sorte de dilemme entre leur rôle habituel de facilitateur, coordinateur, régulateur et celui d'acteur, porteur de projet.

Cette situation ne pose-t-elle pas aujourd'hui un ensemble d'autres questions, dont celui du rôle des administrateurs, tous collègues confondus ?

En effet, initialement destinée à couvrir des missions de mise à disposition de locaux et de regroupement d'informations à travers la création d'un Observatoire de la Vie Sociale, la Salle Saint-Bruno a entrepris depuis de s'ouvrir largement aux services publics et s'est située en association support dans différents projets (CIREV, activités intergénérationnelles, emploi ; Vidéomobile, film sur des enfants africains, etc.).

De même, la vocation fédératrice qu'opère peu à peu l'ISQ au sein des initiatives interpartenariales sur le quartier, et parallèlement le développement de relations étroites de travail entre l'Observatoire et nos institutions de tutelle à travers la mise en place d'indicateurs sociaux, ne constituent-ils pas de nouvelles orientations allouées à la Salle Saint-Bruno ?

Cette situation peut expliquer en partie que l'équipe des permanents se retrouve parfois en porte-à-faux sur certaines missions par rapport aux objectifs de départ.

Les administrateurs et les associations ont-ils suffisamment pris l'exacte mesure des enjeux posés ? Autant de questions qu'il nous faut aborder aujourd'hui. A quoi sert la Salle Saint-Bruno, et quelle sera son évolution ? Quel rôle les associations, le Conseil d'Administration doivent-ils tenir, et avec quels moyens, pour suivre et influencer, en toute connaissance de cause, sur les destinées de la Salle Saint-Bruno ? A nous d'y réfléchir !

Perspectives 1995

Secteur Locaux-Accueil-Médiation

La diminution du nombre de locations d'habitants du quartier, consécutive aux restrictions apportées, rend nécessaire une reconsidération de cette mission. Deux orientations peuvent être prises : soit la Salle Saint-Bruno tentera de développer les locations auprès d'associations et de copropriétés dans le cadre de manifestations non-festives ; soit elle lancera une campagne de communication pour toucher un public plus large.

L'année 1995 devrait voir la poursuite des activités d'accueil, d'orientation et de médiation, dans un souci renforcé d'harmonisation et de complémentarité avec les autres structures du quartier.

Enfin, la participation du coordinateur aux sessions de formation de l'ISQ semble une nouvelle fois souhaitable et souhaitée.

Interservices de Quartier

Le programme de travail de l'ISQ pour 1995 sera soumis à la CLI lors de la prochaine session. La poursuite du travail engagé s'orientera vers la concrétisation des propositions d'amélioration des prestations rendus aux usagers. Des "pôles-projets" seront constitués pour la conduite des actions et leur réalisation. L'ISQ continuera d'avoir un rôle actif dans la communication entre les différents partenaires, en assurant la mise en relation et le fonctionnement en réseau.

Dans le cadre de la mise en œuvre des pôles-projets, Moncef Labidi sera appelé à être coordinateur de l'ensemble des actions, rapporteur devant le Groupe de Suivi sur l'état d'avancement des réalisations, régulateur entre les différents pôles-projets (aiguillage, appui méthodologique) et organisateur (appui logistique, recherche documentaire, etc.).

L'ISQ doit continuer d'impulser une dynamique soutenue dans l'intervention sociale à la Goutte d'Or qui commence à porter ses fruits. Il sera utile de poursuivre et d'approfondir les échanges et la confrontation de nos démarches avec l'ISQ de la Porte d'Aubervilliers afin de s'enrichir mutuellement de nos expériences respectives.

Observatoire de la Vie Sociale

L'année 1995 devrait être, pour l'Observatoire également, l'année des concrétisations.

En ce qui concerne les indicateurs, le premier tableau de bord devrait voir le jour à la fin du premier semestre. La mobilisation de tous les partenaires, le temps nécessaire de traitement rigoureux des informations, le retour pour accord auprès de tous les correspondants, et la validation du document final par le Conseil d'Administration de la Salle Saint-Bruno pourraient toutefois retarder cette parution. Mais ce délai supplémentaire éventuel est peut-être le prix à payer pour obtenir l'adhésion nécessaire du plus grand nombre.

La valorisation de l'Espace Documentaire constituera également une priorité avec la mise en place d'une série "Goutte d'Or", l'accroissement du fonds, la création d'outils d'orientation et la publication d'une lettre mensuelle.

Le travail sur la mémoire du quartier devrait commencer par la réalisation des entretiens avec les anciens habitants du quartier.

Mais l'Observatoire - et ce n'est pas la moindre de ses missions - se doit aussi d'être à l'écoute des besoins qui pourraient émerger. Partout où, faute de temps et de personnes, les moyens manquent pour analyser la réalité, enquêter, s'informer, l'Observatoire peut, en toute humilité, trouver sa place.